



Ruines de Vukovar (Croatie) assiégée par les Serbes, mars 1992. © Françoise Demulder/Roger-Viollet

L'Europe face à la crise yougoslave

Le spécialiste des relations internationales, Pierre Hassner, comparait la guerre froide à un « effet frigidaire ». Si pendant près d'un demi-siècle, la confrontation est-ouest avait « gelé » les complexités régionales, la disparition de ce cadre durant les années 1990 fit reparaître des animosités anciennes et marqua le retour du « désarroi stratégique » durant la guerre en ex- Yougoslavie.

En août 1990, alors que le monde a le regard fixé sur l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, c'est la poudrière balkanique qui s'apprête à symboliser le désarroi stratégique de la décennie des années 1990 face à un projet ultranationaliste que l'on croyait devenu impensable à deux heures de vol de Paris. Confronté à la détermination d'un homme comme Slobodan Milosevic, l'instrument onusien fit pâle figure. L'OTAN mit du temps à entrer en action et l'allié américain tergiversait. De son côté, l'Union européenne devait relativiser son ambition de constituer un acteur international par la seule grâce du traité de Maastricht. Ce désarroi stratégique entraîna un désarroi moral qu'on pourrait intituler : « *de Sarajevo à Sarajevo* ». De l'attentat de 1914 au bombardement d'un marché de cette ville par les troupes serbes en février 1994, l'Europe ne s'était-elle pas « suicidée » politiquement une fois de plus ? Après l'éclatement yougoslave de 1991 et ses épisodes terribles, tel le siège de Vukovar ou la découverte de camps de rétention serbes en Bosnie, rien n'effacera ce sentiment de faillite européenne et d'impuissance internationale. Et ce, malgré le voyage de François Mitterrand à Sarajevo en juin 1992 ou la création du Tribunal pénal international pour la Yougoslavie (TPIY) en 1993. Il faudra, durant les provocations serbes au printemps et à l'été 1995 (prise en otage de 370 casques bleus, offensive contre les « zones de sécurité », massacre de Srebrenica...), que les Alliés se confrontent

à la complexité du terrain – France et Grande-Bretagne en tête, bientôt rejoints par les États-Unis.

Premiers signes d'un monde bouleversé

Du schisme titiste au mouvement des non-alignés, on avait fini par croire que la période bipolaire avait donné du crédit à la Fédération de Yougoslavie. On avait relégué dans le lointain passé la complexité balkanique, avec ses nuances serbes, croates, slovènes, macédoniennes, monténégrines, bosniaques et d'autres encore. Cette complexité ressortait du « frigidaire » de l'Histoire... presque intacte. De la même manière, le Sud, considéré comme le terrain de jeu d'un affrontement est-ouest, allait retrouver ses subtilités. La Somalie, jadis élément d'un jeu de bascule entre les Deux Grands, tout comme son voisin éthiopien, devint en 1992 un nouveau borbier américain, mettant fin à une illusion unipolaire (1991-1992). L'entrée en dissidence d'un citoyen saoudien nommé Oussama Ben Laden contre les autorités de son pays d'origine, auxquelles il ne pardonnait pas l'accueil de troupes américaines dans le cadre de l'opération *Tempête du Désert*, mais aussi l'interruption du processus électoral algérien par l'armée, fourniraient de nouvelles démonstrations d'une soudaine évolution des relations internationales où, passée la guerre froide, les acteurs locaux avaient cessé d'être de simples pions entre les mains des Deux Grands. Mais, l'avaient-ils jamais été ailleurs que dans l'illusion d'optique

entretenu au Nord ? Face à cette nouvelle donne, les concepts stratégiques hérités de la guerre froide perdaient de leur sens. Que signifiait, en 1992, le concept de puissance, lorsque les États-Unis subissaient les coups de l'obscur général Aideed en Somalie ? Ou le concept de victoire, tandis que Saddam Hussein, « battu » l'année précédente, réimposait un ordre brutal aux chiites irakiens du sud du pays ? De quoi le rapport de force était-il fait si la Serbie pouvait défier impunément la communauté internationale, humilier ses casques bleus, bafouer les promesses éthiques du monde d'après-guerre et narguer les voisins européens, dont deux puissances nucléaires ? 1992 fut donc l'année charnière d'une nécessaire révision des doctrines. L'armée française allait tirer les leçons de la guerre du Golfe sur le plan matériel, de l'affaire yougoslave sur le plan du type d'engagement, s'interrogeant même sur le rôle de la dissuasion nucléaire dans un monde post-bipolaire, devenu village planétaire. La France, dans ce contexte, annonçait un moratoire sur les essais nucléaires français. En définitive, l'année 1992 eut pour effet de mettre en évidence l'importance de la réaction rapide, de la projection efficace et de la combinaison politico-militaire déterminée. Et, par voie de conséquence, elle faisait ressurgir toute la complexité d'un monde redevenu multiple. ■

Frédéric Charillon
Directeur de l'IRSEM